



PREAVIS MUNICIPAL No 7/2017

relatif à l'arrêté d'imposition pour l'année 2018

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux,

1. Préambule et réforme de la péréquation

L'arrêté d'imposition de notre commune, adopté par le Conseil communal le 11 octobre 2016, arrive à échéance le 31 décembre 2017.

Bien que nous maîtrisons nos propres charges de fonctionnement, ce préavis se fonde sur des prévisions toujours incertaines en raison de la réforme du système de péréquation intercommunale, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2011, et c'est à nouveau en l'absence de chiffres précis que le taux d'imposition communal du prochain exercice doit être fixé.

L'Union des communes vaudoises (UCV) a mis sur la table des négociations une proposition concrète de modification du système actuel. Nous vous donnons, ci-après, la situation telle que publiée le 30 juin 2017 sur leur site internet :

L'UCV propose d'optimiser la péréquation jusqu'à sa réforme en 2021

Dans le cadre des travaux de la Commission paritaire (COPAR) en matière de péréquation, l'UCV a trouvé une solution de modification péréquative permettant de limiter les effets négatifs du système sur quelques communes (cas de rigueur), en restant équitable pour toutes. Il s'agit principalement de deux mesures : la baisse du plafond de l'effort à 2/3 du taux communal moyen (45 points environ) et l'introduction d'un plafond du taux marginal péréquatif. Cette modification ciblée et efficace touche moins d'une quinzaine de communes vaudoises très impactées par la péréquation. L'UCV a écarté la possibilité de réintroduire la valeur du point d'impôt écrêté comme référence dans le système, car ce retour en arrière ne résout pas les cas de rigueur (lire ci-après). De plus, 223 communes dont 167 petites (1'500 habitants et moins) verraient, dans ce cas, leur facture péréquative augmenter de 1.5 points d'impôt afin d'alléger de CHF 26 mios celle des communes à forte capacité financière. Cette mesure, diminuant la solidarité entre les communes, prendrait le chemin inverse de celui choisi par le Grand Conseil l'année passée. L'UCV souhaite donc supprimer les potentiels cas de rigueur, sans toucher à l'intensité de la solidarité entre les communes nécessaires pour diminuer les écarts qui se creusent. En effet, la valeur moyenne du point d'impôt par habitant des

10 communes au plus fort potentiel fiscal est passée de CHF 184.- à CHF 227.- entre 2013 et 2016. Celle des 10 communes au plus faible potentiel fiscal est passée de CHF 17.- à 19.-.

Contexte

Avec la dernière révision du système péréquatif, l'intensité de la solidarité entre les communes à faible capacité financière et celles à forte capacité financière s'est accrue. Ces dernières continuent à participer de manière conséquente à l'effort péréquatif. Ceci a été souhaité en premier lieu par le Conseil d'Etat puisqu'il a proposé de supprimer la valeur du point d'impôt écrêté comme référence dans les calculs péréquatifs. La solution proposée par l'UCV, et acceptée par le Grand Conseil lors de la dernière modification de la péréquation en 2016, a repris cet élément tout en atténuant l'impact sur les communes à forte capacité financière. En effet, cette solution incluait également d'autres corrections, afin de rendre l'ensemble plus cohérent, plus équitable, tout en conservant une solidarité augmentée.

Cette année, **l'arrivée d'un très "gros" contribuable** - comprenez par là un contribuable à très forte capacité contributive - dans une commune de notre canton a montré une limite du système péréquatif. En effet, cet événement engendre une très forte augmentation de la capacité financière de la commune (sa valeur du point d'impôt), ce qui provoque une augmentation de sa facture péréquative plus importante que le revenu d'impôt encaissé sur ledit contribuable. En d'autres termes, **le taux marginal péréquatif est, dans ce cas, supérieur à 100% : pour 1 franc d'impôt encaissé par la commune, elle en paie 1.16 à la péréquation.**

L'UCV a d'abord fait une proposition (14 mars 2017) se basant sur le type et l'importance des revenus fiscaux dans les communes. Toutefois, cette proposition supposait l'accès à des informations, uniquement pour les calculs, protégées par le secret fiscal. Afin de ne pas complexifier ce domaine et de le rendre accessible à tous, l'UCV a abandonné cette solution pour revenir à une piste déjà étudiée en mars 2017 dans le même contexte : la modification du plafond de l'effort péréquatif.

Cas de rigueur : définition

Un cas de rigueur se présente lorsqu'une commune a un taux marginal péréquatif supérieur à 100% (pour un franc de recettes fiscales supplémentaires, le solde net péréquatif augmente de plus d'un franc). Cette situation peut se produire lorsque le taux d'impôt de la commune est inférieur au plafond de l'effort ou dans certains cas très particuliers et marginaux produits par un effet de seuil de l'écrêtement. Un taux marginal péréquatif supérieur à 100% dépend également des redistributions péréquatives (dépenses thématiques et couche population) et de l'écart à la moyenne en termes de valeur du point d'impôt. Selon les données des acomptes péréquatifs 2017, il pourrait se produire dans environ 15 communes du canton.

Il faut relever qu'à l'heure actuelle, le système péréquatif ne présente qu'un seul cas de rigueur effectif en 2019.

Comment un cas de rigueur peut-il survenir ?

Sans tenir compte de l'effet de seuil de l'écrêtement (car calculé par paliers), la réponse à cette question se trouve dans le plafond de l'effort. Ce dernier limite actuellement la participation péréquative des communes à 55 points d'impôt. En d'autres termes, aucune commune ne peut voir son solde péréquatif net être supérieur à 55 fois sa valeur du point d'impôt. Ceci signifie que le système "accepte" qu'une commune puisse potentiellement consacrer ses 55 premiers points d'impôt à la péréquation, mais pas au-delà. Le rendement du 56ème point et les suivants sont pour le ménage communal. Ce seuil de 55 points est donc également une forme de limite politique péréquative que les communes doivent atteindre avant que la participation péréquative ne soit plafonnée.

Dans le cas de rigueur mentionné ci-avant, le taux d'impôt communal est inférieur à 55 points. Avec l'arrivée dudit contribuable, la valeur du point d'impôt de la commune augmente et, par conséquent, la facture péréquative également. Qui dit augmentation de la facture péréquative, dit augmentation des charges totales de la commune, donc la nécessité d'adapter les recettes correspondantes. Comme le plafond de l'effort ne fait pas encore son effet, puisque le taux communal est inférieur à 55 pts, les charges augmentent plus fortement que les recettes.

Proposition de l'UCV

L'UCV est consciente que les communes pouvant être touchées par un taux marginal péréquatif supérieur à 100% sont des communes à très forte capacité financière, souvent au coefficient d'impôt relativement bas par rapport à la moyenne des communes. Cependant, il paraît incohérent qu'une commune doive contribuer plus que ce qu'elle n'encaisse, pour autant que son taux d'impôt soit d'au moins 2/3 tiers du taux moyen. Par conséquent, l'UCV propose une solution comprenant les mesures suivantes :

- **Détermination du plafond de l'effort à 2/3 du taux d'impôt moyen** (environ 45 pts) ;
- **Détermination du plafond du taux à 4/3 du taux d'impôt moyen** (environ 90 pts) ;
- **Ajout du plafond du taux marginal péréquatif** : ce plafond est destiné à garantir que toute augmentation du rendement des impôts pris en compte dans le système péréquatif (impôts théoriques) soit strictement supérieure ou égale à l'augmentation du solde net péréquatif. Dans le cas contraire, le différentiel est restitué à la commune. Une éventuelle variation du taux d'impôt communal est neutralisée dans le calcul des variations.

L'indexation automatique des plafonds de l'effort et du taux en fonction de la moyenne des communes assure une cohérence entre les communes vaudoises en limitant les écarts.

Réintroduction du point d'impôt écrêté comme référence dans la péréquation

La possibilité de réintroduire la valeur du point d'impôt écrêté à 50% (situation 2018) a été étudiée. Cette solution, allant à l'encontre du choix du Grand Conseil et du Conseil d'Etat, prêterait la grande majorité des communes pour plus de CHF 26 millions au profit des communes écrêtées, sans tenir compte des mesures déjà introduites dans ce sens (abaissement des taux d'écrêtage et nouveau palier d'écrêtage).

La proposition de l'UCV, qui règle la problématique du taux marginal péréquatif supérieur à 100%, coûterait environ 0.3 point d'impôt à l'ensemble des communes en faveur des quelques communes concernées. Or, la réintroduction de la valeur du point d'impôt écrêté, même à 50%, ponctionnerait 223 communes dont 167 petites communes (1'500 habitants et moins) pour environ 1.2 points d'impôt en faveur des 86 communes à fort potentiel fiscal. Ainsi, c'est jusqu'à plus de 15 points d'impôt que les communes à forte capacité financière pourraient économiser.

En représentant les intérêts de toutes les communes vaudoises, l'UCV doit trouver des compromis en tenant compte de toutes les communes. Soutenir la réintroduction de la valeur du point d'impôt écrêté c'est aller à l'encontre des besoins de la majorité des petites communes et de l'intérêt général.

~~~~~

Pour information, l'Association des Communes Vaudoises (AdCV) a, de son côté, également présenté une proposition de modification de la péréquation. En annexe du présent préavis, nous vous remettons un tableau comparatif présentant la différence entre les mesures votées, la proposition de l'UCV et celle de l'AdCV. Pour de plus amples renseignements, voir le site internet de l'AdCV ([www.adcv.ch](http://www.adcv.ch))

Dans ce contexte et compte tenu des informations mises à disposition, prévoir les rentrées fiscales ou les charges péréquatives futures exactes se révèle, toujours, être une tâche hasardeuse.

**2. Mode de fonctionnement**

Nous rappelons que l'arrêté d'imposition est l'unique moyen pour la Municipalité d'imaginer des rentrées financières susceptibles de couvrir, au moins, le montant des charges qu'elle inscrit au budget de fonctionnement pour une année comptable, afin de libérer **une marge d'autofinancement suffisante** pour procéder aux amortissements obligatoires des dépenses d'investissements consenties antérieurement.

Comme pour toute institution publique, les charges de fonctionnement sont couvertes, principalement, par les recettes générées par les impôts, taxes, émoluments et concessions.

Nous vous donnons, ci-après, le détail des **recettes** communales prévues au budget 2017 (coefficient 53) :

|                                                     | <u>CHF</u>        | <u>%</u>      |
|-----------------------------------------------------|-------------------|---------------|
| Impôts                                              | 9'974'000         | 87.95         |
| Impôt foncier                                       | 0                 | 0             |
| Revenus du patrimoine                               | 206'400           | 1.82          |
| Taxes, émoluments, produits des ventes              | 636'500           | 5.61          |
| Parts à des recettes cantonales (gains immobiliers) | 250'000           | 2.20          |
| Participations et rbt de collectivités publiques    | 246'000           | 2.17          |
| Prélèvements sur fonds et imputations internes      | 28'000            | 0.25          |
|                                                     | <b>11'340'900</b> | <b>100.00</b> |

### 3. Généralités et comparaison

#### 3.1 Evolution des taux d'impôt dans la région lausannoise

Le taux d'imposition en pourcent de l'impôt cantonal de base est prélevé sur le revenu et la fortune des personnes physiques, le bénéfice net et le capital des personnes morales (sociétés), les recettes brutes et les capitaux investis des personnes morales qui exploitent une entreprise et l'impôt spécial dû par les étrangers.

Détail de l'évolution des coefficients d'impôt des communes de la région lausannoise :

| <u>Communes</u>                                                                                                                                | <u>2007</u> | <u>2008</u> | <u>2009</u> | <u>2010</u> | <u>2011</u> | <u>2012</u> | <u>2013</u> | <u>2014</u> | <u>2015</u> | <u>2016</u> | <u>2017</u> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Belmont-sur-Lausanne                                                                                                                           | 75.0        | 75.0        | 75.0        | 75.0        | 69.0        | 71.0        | 71.0        | 69.5        | 69.5        | 69.5        | 69.5        |
| Cheseaux-sur-Lausanne                                                                                                                          | 78.5        | 78.5        | 78.5        | 78.5        | 72.5        | 74.5        | 74.5        | 74.5        | 74.5        | 74.5        | 74.5        |
| Crissier                                                                                                                                       | 70.0        | 70.0        | 70.0        | 70.0        | 64.0        | 66.0        | 65.0        | 65.0        | 65.0        | 65.0        | 65.0        |
| Epalinges                                                                                                                                      | 70.0        | 70.0        | 70.0        | 70.0        | 64.0        | 66.0        | 66.0        | 66.0        | 66.0        | 66.0        | 66.0        |
| <b>Jouxten-Mézery</b>                                                                                                                          | <b>73.0</b> | <b>70.0</b> | <b>68.0</b> | <b>66.0</b> | <b>60.0</b> | <b>62.0</b> | <b>59.0</b> | <b>55.0</b> | <b>53.0</b> | <b>53.0</b> | <b>53.0</b> |
| Lausanne                                                                                                                                       | 83.0        | 83.0        | 83.0        | 83.0        | 77.0        | 79.0        | 79.0        | 79.0        | 79.0        | 79.0        | 79.0        |
| Le Mont-sur-Lausanne                                                                                                                           | 65.0        | 65.0        | 65.0        | 70.0        | 64.0        | 69.0        | 75.0        | 75.0        | 75.0        | 75.0        | 75.0        |
| Paudex                                                                                                                                         | 65.0        | 67.0        | 67.0        | 67.0        | 61.0        | 63.0        | 63.0        | 61.5        | 61.5        | 61.5        | 61.5        |
| Prilly                                                                                                                                         | 77.5        | 77.5        | 77.5        | 77.5        | 71.5        | 73.5        | 73.5        | 73.5        | 73.5        | 73.5        | 73.5        |
| Pully                                                                                                                                          | 69.0        | 69.0        | 69.0        | 69.0        | 63.0        | 65.0        | 63.0        | 63.0        | 63.0        | 61.0        | 61.0        |
| Renens                                                                                                                                         | 81.5        | 81.5        | 81.5        | 81.5        | 75.5        | 78.5        | 78.5        | 78.50       | 78.5        | 78.5        | 78.5        |
| Romanel-sur-Lausanne                                                                                                                           | 66.0        | 66.0        | 66.0        | 69.0        | 63.0        | 67.0        | 70.0        | 70.0        | 70.0        | 70.0        | 70.0        |
| <b>Saint-Sulpice</b>                                                                                                                           | <b>58.0</b> | <b>60.0</b> | <b>60.0</b> | <b>60.0</b> | <b>54.0</b> | <b>56.0</b> | <b>55.0</b> | <b>55.0</b> | <b>55.0</b> | <b>55.0</b> | <b>55.0</b> |
| <b>Ensemble des communes (309)</b>                                                                                                             | <b>71.7</b> | <b>72.0</b> | <b>71.9</b> | <b>72.1</b> | <b>66.1</b> | <b>68.0</b> | <b>67.9</b> | <b>67.9</b> | <b>67.8</b> | <b>67.4</b> | <b>67.7</b> |
| <b>District de Lausanne</b><br><i>(Cheseaux-sur-Lausanne, Epalinges, Jouxten-Mézery, Lausanne, Le Mont-sur-Lausanne, Romanel-sur-Lausanne)</i> | <b>80.8</b> | <b>80.7</b> | <b>80.7</b> | <b>81.1</b> | <b>75.1</b> | <b>77.0</b> | <b>77.1</b> | <b>77.0</b> | <b>77.1</b> | <b>77.0</b> | <b>77.0</b> |

L'observation des arrêtés d'imposition indique que le taux d'impôt communal moyen pour l'ensemble des communes vaudoises (309 communes) s'élève à 67.7 points en 2017.

Le taux d'imposition de Jouxten-Mézery est inférieur à cet indicateur ainsi qu'à la moyenne du district de Lausanne (77.0 points) et aux coefficients des autres communes présentées dans le tableau ci-dessus. La commune de Saint-Sulpice suit à 55 points. Nous constatons que toutes ces communes n'ont pas modifié leur coefficient d'impôt en 2017.

### 3.2 Comparaison de l'impôt par point par habitant

Vous trouverez, ci-dessous, le tableau détaillant les valeurs du point d'impôt communal par habitant (*chiffres fournis par le SCRIS, en CHF*), afin de comparer la force fiscale des communes du nouveau district de Lausanne :

| <u>Communes</u>                           | <u>2007</u> | <u>2008</u> | <u>2009</u> | <u>2010</u> | <u>2011</u> | <u>2012</u>  | <u>2013</u>  | <u>2014</u>  | <u>2015</u>  | <u>2016</u>  |
|-------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>District de Lausanne</b>               | <b>38.7</b> | <b>38.8</b> | <b>41.4</b> | <b>39.5</b> | <b>39.1</b> | <b>41.1</b>  | <b>42.8</b>  | <b>41.5</b>  | <b>40.2</b>  | <b>41.1</b>  |
| Cheseaux-sur-Lausanne                     | 37.3        | 39.9        | 41.8        | 43.7        | 37.4        | 57.4         | 33.8         | 32.5         | 34.8         | 43.7         |
| Epalinges                                 | 41.0        | 42.8        | 45.2        | 41.5        | 40.5        | 43.1         | 42.8         | 47.2         | 45.2         | 44.4         |
| <b>Jouxten-Mézery</b>                     | <b>65.2</b> | <b>61.1</b> | <b>68.8</b> | <b>62.3</b> | <b>64.6</b> | <b>118.2</b> | <b>171.0</b> | <b>129.0</b> | <b>108.4</b> | <b>132.1</b> |
| Lausanne                                  | 38.2        | 37.9        | 40.6        | 38.9        | 38.9        | 39.7         | 41.6         | 40.5         | 39.1         | 39.7         |
| Le Mont-sur-Lausanne                      | 48.4        | 50.7        | 50.4        | 47.3        | 42.1        | 48.0         | 51.0         | 46.4         | 48.7         | 47.8         |
| Romanel-sur-Lausanne                      | 28.0        | 30.6        | 38.1        | 27.6        | 27.5        | 28.5         | 31.9         | 31.1         | 29.6         | 30.5         |
| <b>Autres communes pour comparaison :</b> |             |             |             |             |             |              |              |              |              |              |
| Belmont-sur-Lausanne                      | 37.1        | 39.6        | 44.8        | 44.9        | 39.9        | 42.7         | 48.4         | 47.0         | 44.1         | 48.7         |
| Crissier                                  | 45.5        | 38.7        | 40.9        | 38.1        | 39.7        | 38.8         | 38.8         | 35.1         | 37.4         | 34.6         |
| Paudex                                    | 83.3        | 78.9        | 109.0       | 117.0       | 99.5        | 109.1        | 93.5         | 97.9         | 95.9         | 99.3         |
| Prilly                                    | 34.3        | 37.0        | 34.9        | 37.0        | 35.4        | 32.6         | 33.0         | 31.2         | 35.4         | 32.9         |
| Pully                                     | 62.5        | 68.9        | 74.8        | 66.5        | 64.9        | 63.1         | 70.8         | 70.8         | 70.8         | 73.7         |
| Renens                                    | 24.5        | 22.2        | 24.9        | 23.2        | 21.4        | 21.6         | 25.5         | 22.0         | 23.2         | 22.5         |
| Saint-Sulpice                             | 70.4        | 86.7        | 69.1        | 76.7        | 78.7        | 81.9         | 83.0         | 77.9         | 71.3         | 69.2         |
| <b>Vaud - Ensemble des communes (309)</b> | <b>38.1</b> | <b>38.4</b> | <b>41.4</b> | <b>39.3</b> | <b>38.9</b> | <b>39.6</b>  | <b>41.8</b>  | <b>42.1</b>  | <b>41.6</b>  | <b>42.5</b>  |

La valeur du point d'impôt d'une commune sert d'indicateur de sa force fiscale. La valeur présentée ici se calcule en ne mettant en relation le coefficient d'imposition communal qu'avec les recettes fiscales qui dépendent directement de ce coefficient, à savoir les impôts sur le revenu et la fortune (y compris spécial affecté et sur la dépense) et sur le bénéfice et le capital.

Cette valeur est ensuite divisée par le par le coefficient d'impôt et le nombre d'habitants.

Ces chiffres démontrent que Jouxten-Mézery dispose d'une force fiscale plus élevée à la moyenne du district et du canton.

### 3.3 Evolution des dépenses d'investissements et de la dette (en CHF)

| Années      | Investissements<br>administratifs et financiers<br>bruts | Dette bancaire<br>communale | Variation de la<br>dette bancaire | Dette par habitant |
|-------------|----------------------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------------|--------------------|
| 2000        | 1'715'000                                                | 7'848'000                   | +665'000                          | 6'730              |
| 2001        | 176'000                                                  | 7'663'000                   | -185'000                          | 6'423              |
| 2002        | 103'000                                                  | 9'791'000                   | +2'128'000                        | <b>8'065</b>       |
| 2003        | 470'000                                                  | <b>10'187'000</b>           | +396'000                          | 7'971              |
| 2004        | 268'000                                                  | 9'416'000                   | -771'000                          | 7'356              |
| 2005        | 456'000                                                  | 8'900'000                   | -516'000                          | 6'991              |
| 2006        | 306'000                                                  | 8'100'000                   | -700'000                          | 6'206              |
| 2007        | 1'120'000                                                | 6'200'000                   | -1'900'000                        | 4'754              |
| 2008        | 623'000                                                  | 5'000'000                   | -1'200'000                        | 3'745              |
| 2009        | 969'000                                                  | 5'000'000                   | 0                                 | 3'698              |
| 2010        | 254'000                                                  | 4'500'000                   | -500'000                          | 3'348              |
| 2011        | 845'000                                                  | 4'500'000                   | 0                                 | 3'340              |
| 2012        | 53'000                                                   | 4'500'000                   | 0                                 | 3'313              |
| 2013        | 661'000                                                  | 3'500'000                   | -1'000'000                        | 2'527              |
| 2014        | 812'000                                                  | 1'500'000                   | -2'000'000                        | <b>1'073</b>       |
| 2015        | 903'000                                                  | 7'100'000                   | +5'600'000                        | 5'053              |
| <b>2016</b> | <b>114'000</b>                                           | <b>5'600'000</b>            | <b>-1'500'000</b>                 | <b>3'867</b>       |

De 2005 à 2014, les liquidités disponibles ont permis le financement de nos investissements et le remboursement partiel de prêts arrive à échéance.

Dès 2015 et afin d'honorer nos engagements dans le cadre du versement des acomptes prévisionnels de la facture sociale et péréquation 2015, nous avons été contraints de recourir à un emprunt bancaire, sous forme d'avances à termes fixes, d'un montant total de CHF 5,6 millions. Contrairement à ce qui avait été prévu en 2015, il ne nous a pas été possible, malheureusement, de rembourser le solde de notre endettement bancaire de 1,5 millions de francs qui était échu au 9 décembre 2015.

En 2016, nous avons eu la possibilité de réduire notre endettement par 1,5 millions de francs.

Selon le plan d'investissement présenté dans le cadre du préavis pour la fixation de plafonds en matière d'emprunts pour la législature 2016-2021, notre endettement sera en forte augmentation.

### 3.4 Poids des intérêts passifs

Le poids des intérêts passifs par habitant renseigne sur la charge de la dette grevant le budget de fonctionnement d'une commune par rapport aux recettes courantes (en CHF – chiffres fournis par le SCRIS)

| Années                                    | 2007       | 2008       | 2009       | 2010       | 2011       | 2012       | 2013       | 2014       | 2015       |
|-------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| <b>District de Lausanne</b>               | <b>541</b> | <b>532</b> | <b>500</b> | <b>504</b> | <b>472</b> | <b>445</b> | <b>447</b> | <b>437</b> | <b>423</b> |
| Cheseaux-sur-Lausanne                     | 86         | 110        | 105        | 95         | 88         | 104        | 96         | 87         | 80         |
| Epalinges                                 | 144        | 128        | 120        | 118        | 111        | 108        | 93         | 86         | 72         |
| <b>Jouxens-Mézery</b>                     | <b>166</b> | <b>143</b> | <b>107</b> | <b>104</b> | <b>69</b>  | <b>49</b>  | <b>40</b>  | <b>26</b>  | <b>19</b>  |
| Lausanne                                  | 619        | 608        | 569        | 575        | 539        | 506        | 510        | 500        | 487        |
| Le Mont-sur-Lausanne                      | 68         | 86         | 110        | 120        | 126        | 132        | 128        | 129        | 122        |
| Romanel-sur-Lausanne                      | 73         | 75         | 73         | 67         | 64         | 74         | 86         | 75         | 68         |
| <b>Autres communes pour comparaison :</b> |            |            |            |            |            |            |            |            |            |
| Belmont-sur-Lausanne                      | 192        | 159        | 151        | 138        | 139        | 166        | 212        | 241        | 225        |
| Crissier                                  | 9          | 9          | 10         | 8          | 7          | 6          | 6          | 5          | 5          |
| Paudex                                    | 16         | 20         | 24         | 14         | 22         | 19         | 18         | 11         | 73         |
| Prilly                                    | 115        | 97         | 72         | 63         | 56         | 61         | 60         | 58         | 70         |
| Pully                                     | 434        | 303        | 264        | 246        | 210        | 181        | 127        | 76         | 75         |
| Renens                                    | 119        | 105        | 99         | 92         | 96         | 88         | 76         | 63         | 65         |
| Saint-Sulpice                             | 23         | 20         | 22         | 18         | 16         | 14         | 21         | 11         | 51         |
| <b>Vaud – ensemble des communes</b>       | <b>246</b> | <b>236</b> | <b>223</b> | <b>217</b> | <b>200</b> | <b>185</b> | <b>174</b> | <b>166</b> | <b>158</b> |

(2016 : chiffres non encore publiés)

Cette information permet de déterminer si l'endettement communal est conséquent et où il se situe par rapport à la moyenne cantonale.

Le poids de la charge d'intérêts par habitant pour notre Commune a enregistré en 2015 une baisse par rapport aux années précédentes. Selon notre estimation, la charge d'intérêts par habitant pour 2016 se monte à CHF 30. Cette baisse par rapport à l'exercice précédent s'explique par les taux d'intérêts d'emprunts relativement bas.

### 3.5 Autofinancement / dette communale / investissements nets

Un bon niveau d'autofinancement est impératif car il sert en premier lieu à financer le « ménage courant », puis à couvrir les investissements. Dans un second temps, il permet éventuellement d'assainir la dette.

Voici le détail de ces sept dernières années (en CHF)

|                                             | 2010           | 2011           | 2012             | 2013             | 2014             | 2015             | 2016             | Budget<br>①<br>2017 |
|---------------------------------------------|----------------|----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|---------------------|
| <b>Emprunts</b><br>(bancaires/PostFinance)  | 4'500'000      | 4'500'000      | 4'500'000        | 3'500'000        | 1'500'000        | 7'100'000        | 5'600'000        | 6'700'000           |
| Investissements (patr.+fin.)<br><b>nets</b> | 254'000        | 843'000        | 53'000           | 637'000          | 810'000          | 799'000          | 114'000          | 1'300'000           |
| <b>Autofinancement</b>                      | <b>127'500</b> | <b>614'200</b> | <b>1'595'300</b> | <b>1'178'100</b> | <b>1'539'600</b> | <b>(109'100)</b> | <b>(289'000)</b> | <b>271'100</b>      |
| <b>Taux d'impôt communal</b><br>(%)         | <b>66</b>      | <b>60</b>      | <b>62</b>        | <b>59</b>        | <b>55</b>        | <b>53</b>        | <b>53</b>        | <b>53</b>           |

① Marge d'autofinancement prévu selon budget 2017 voté le 13 décembre 2016.

Montant de l'endettement prévisionnel au 31.12.2017. Remboursement partiel improbable d'ici à la fin de l'année 2017.

Nous rappelons que la marge d'autofinancement (MA) doit permettre, à notre Commune, de financer ses investissements nets sans recourir à l'emprunt et si besoin, de réduire son endettement bancaire. En 2016, notre MA a été **négative**. Le budget 2017 prévoit une marge d'autofinancement positive et optimiste de CHF 271'100.

Les données prévisionnelles figurant dans le plan d'endettement pour la législature 2016-2021, voté le 13 décembre 2016, font apparaître et pour rappel ce qui suit :

- des dépenses d'investissements nets du patrimoine administratif et financier à voter pour les années 2018 à 2021 pour un montant total de CHF 11,650 millions,
- des marges d'autofinancement « **négatives** » pour les années 2018 à 2021, soit au total CHF 3,380 millions et,
- un accroissement de notre endettement brut, pour cette même période, d'un montant total de CHF 11,650 millions.

## 4. Paramètres financiers

### Charges de fonctionnement

Depuis plusieurs années, la Municipalité applique une politique de contrôle rigoureux de ses charges maîtrisables de fonctionnement.

### Facture sociale, péréquation et réforme policière

Il est important de relever que notre part aux charges d'autres collectivités en 2016 (y compris facture sociale, péréquation intercommunale et réforme – charges non maîtrisables -) a représenté le **74%** du total de nos charges de fonctionnement ( en 2015 : 65%) ou, dans une autre mesure, le **92%** de nos recettes fiscales (groupe 40) contre 83 % pour 2015 !

La révision du système de péréquation intercommunale est l'un des gros enjeux financiers de ces prochaines années; il s'agit d'adapter les paramètres d'un mode de redistribution complexe censé maintenir des écarts raisonnables entre les situations financières des communes vaudoises. Voir propositions de l'UCV et l'AdCV au chiffre 1 du présent préavis.

Investissements prévisionnels

Les investissements importants prévus pour 2018 sont les suivants :

|                                                 | <u>CHF</u>              |
|-------------------------------------------------|-------------------------|
| • Réfection de la route Fleur-de-Lys            | 2'500'000               |
| • Modération de trafic et aménagements, étape I | 150'000                 |
| • Energie                                       | 300'000                 |
| • Installation caméras de surveillance          | <u>151'000</u>          |
| <u>Total prévisionnel pour 2017 :</u>           | <u><b>3'101'000</b></u> |

Marge d'autofinancement et évolution de l'endettement

Comme déjà indiqué ci-devant, notre marge d'autofinancement prévisionnel négative ne nous permettra pas de financer nos investissements futurs sans recourir à l'emprunt bancaire ou PostFinance.

Du fait que les investissements nets seront supérieurs à la marge d'autofinancement, il en résultera une augmentation de notre endettement (voir chiffre 3.5).

## 5. Proposition municipale

Après une analyse de la situation financière de la Commune, selon les éléments précités, et dans le but

- d'atténuer l'évolution de notre endettement (en référence avec le préavis municipal no 10 relatif à la fixation de plafonds en matière d'emprunts pour la législature 2016-2021),
- d'obtenir une marge d'autofinancement positive pour nous permettre de financer nos investissements futurs,
- de se prémunir déjà sur les effets futurs du nouveau système péréquatif,

la Municipalité est persuadée qu'une augmentation de nos recettes fiscales est impérative.

Dès lors, la Municipalité **propose**

- **d'introduire l'impôt foncier à 100%** par le fait, d'une part, que sa suppression pénalise notre Commune dans la prise en compte supputée dans calcul du rendement du point d'impôt communal en vue de la répartition des charges péréquatives et, d'autre part, l'incertitude de l'issue de notre recours auprès du Tribunal fédéral,
- **d'augmenter d'un point** notre coefficient communal.

Malgré la pression constante des charges « **non maîtrisables** » supportées par les communes vaudoises depuis plus de dix ans principalement la facture sociale avec son effet lié, entre autres, avec notre coefficient communal, la Municipalité espère qu'elle pourra conserver le plus longtemps possible un taux d'imposition attractif.

**Impôt sur le revenu et sur la fortune des personnes physiques, impôt spécial dû par les étrangers**

La Municipalité propose d'augmenter le taux cet impôt de 53 à **54 %**

**Impôt sur le bénéfice et sur le capital des personnes morales**

Ce taux devant être identique à l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques, il est également proposé de l'augmenter à **54%**.

**Impôt foncier proportionnel, sans défalcation des dettes, basé sur l'estimation fiscale (100%) des immeubles**

La Municipalité propose de percevoir l'impôt à **CHF 1.00** par mille francs d'estimation fiscale.

**Autres impôts, taxes, intérêts de retard (article 5) et soustraction d'impôts (article 8)**

Les autres impôts, taxes, intérêt de retard et soustraction d'impôts demeurent inchangés (voir annexe).

**Durée de l'arrêté d'imposition**

La Municipalité juge opportun de renouveler cet arrêté d'imposition pour une seule année.

**6. Conclusions**

Fondé sur ce qui précède, la Municipalité invite, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

**LE CONSEIL COMMUNAL DE JOUXTENS-MEZERY**


- vu - le préavis de la Municipalité no 7/2017 du 25 août 2017;
- ouï - le rapport et les conclusions de la Commission des finances chargée d'étudier cet objet ;
- considérant - que cet objet a été porté à l'ordre du jour ;

**d é c i d e**

1. - **d'adopter** l'arrêté d'imposition pour l'année 2018 tel que proposé par la Municipalité ;
2. - **de charger** la Municipalité de le faire approuver par le Conseil d'Etat.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic  La Secrétaire municipale 

Serge Roy  Camille Bergmann

Jouxten-Mézery, le 25 août 2017

*Délégué par la Municipalité : M. Pierre-Henri Froidevaux, Municipal*

Le présent préavis a été adopté par la Municipalité dans sa séance du **29 août 2017**.

**Annexes** : - Projet d'arrêté d'imposition pour l'année 2018  
- Tableau comparatif des propositions de l'UCV et l'AdCV

Proposition AdCV-Grpe Techn. de la COPAR

| Commune                | Base 2016<br>sans mesure 2019 |             | Base 2019<br>avec mesures votées |             | Base UCV         |             | 0.3         | Proposition de l'AdCV |             | Diff. entre<br>AdCV et la<br>plus haute<br>(base 2016,<br>2019 ou<br>UCV) |
|------------------------|-------------------------------|-------------|----------------------------------|-------------|------------------|-------------|-------------|-----------------------|-------------|---------------------------------------------------------------------------|
|                        | Total                         | Pts impôts  | Total                            | Pts impôts  | Total            | Pts impôts  |             | Total                 | Pts impôts  |                                                                           |
| Belmont-sur-Lausanne   | 4'961'370                     | 28.7        | 4'883'570                        | 28.2        | 4'930'519        | 28.5        | 0.3         | 4'833'136             | 27.9        |                                                                           |
| Cheseaux-sur-Lausanne  | 4'771'714                     | 28.9        | 4'394'625                        | 26.6        | 4'439'488        | 26.8        | 0.3         | 4'820'005             | 29.2        | 0.3 1.0%                                                                  |
| Crissier               | 7'780'009                     | 24.0        | 7'055'620                        | 21.8        | 7'143'510        | 22.1        | 0.3         | 7'551'371             | 23.3        |                                                                           |
| Epalinges              | 12'060'453                    | 26.5        | 11'958'856                       | 26.2        | 12'082'561       | 26.5        | 0.3         | 11'731'252            | 25.7        |                                                                           |
| <b>Iouxtens-Mézery</b> | <b>6'574'337</b>              | <b>41.3</b> | <b>7'722'483</b>                 | <b>48.5</b> | <b>7'545'924</b> | <b>47.4</b> | <b>-1.1</b> | <b>7'245'917</b>      | <b>45.5</b> |                                                                           |
| Lausanne               | 54'758'734                    | 9.3         | 40'546'422                       | 6.9         | 42'146'576       | 7.1         | 0.3         | 49'848'078            | 8.5         |                                                                           |
| Le Mont-sur-Lausanne   | 10'745'373                    | 28.2        | 10'991'780                       | 28.9        | 11'095'007       | 29.2        | 0.3         | 10'471'657            | 27.5        |                                                                           |
| Paudex                 | 6'123'678                     | 40.1        | 7'072'970                        | 46.3        | 7'114'427        | 46.6        | 0.3         | 7'054'050             | 46.2        |                                                                           |
| Prilly                 | 8'448'026                     | 18.3        | 7'262'807                        | 15.7        | 7'388'273        | 16.0        | 0.3         | 8'610'892             | 18.6        | 0.4 1.9%                                                                  |
| Pully                  | 44'628'978                    | 32.7        | 50'495'409                       | 36.9        | 50'866'229       | 37.2        | 0.3         | 49'126'470            | 35.9        |                                                                           |
| Renens                 | -7'130'977                    | -13.0       | -8'958'822                       | -16.4       | -8'958'822       | -16.4       | 0.0         | -8'533'865            | -15.6       |                                                                           |
| Romanel-sur-Lausanne   | 2'872'033                     | 26.0        | 2'604'604                        | 23.6        | 2'634'525        | 23.9        | 0.3         | 2'778'026             | 25.2        |                                                                           |
| 309                    | 803'380'099                   | 23.2        | 803'380'100                      | 23.2        | 803'380'100      |             |             | 803'380'099           |             |                                                                           |

|           |       |      |           |       |
|-----------|-------|------|-----------|-------|
| Gagnantes | 23    | 13   | Gagnantes | 28    |
| Perdantes | 286   | 291  | Perdantes | 281   |
| Min       | -31.3 | -9.7 | Min       | -29.4 |
| Max       | 47.7  | 0.3  | Max       | 50.7  |



A retourner en 4 exemplaires daté et signé  
à la préfecture pour le.....

District de **LAUSANNE**  
Commune de **JOXTENS-MEZERY**

# ARRETE D'IMPOSITION

## pour l'année 2018

Le Conseil communal de JOXTENS-MEZERY

Vu la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (ci-après : LICom) ;

Vu le projet d'arrêté d'imposition présenté par la Municipalité,

**arrête :**

**Article premier - Il sera perçu pendant UN an, dès le 1er janvier 2018, les impôts suivants :**

**1 Impôt sur le revenu, impôt sur la fortune des personnes physiques, impôt spécial dû par les étrangers.**

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : **54 %** (1)

**2 Impôt sur le bénéfice et impôt sur le capital des personnes morales.**

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : **54 %** (1)

**3 Impôt minimum sur les recettes brutes et les capitaux investis des personnes morales qui exploitent une entreprise.**

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : **54 %** (1)

**4 Impôt spécial particulièrement affecté à des dépenses déterminées.**

.....  
.....

Pour-cent s'ajoutant à l'impôt sur le  
revenu, le bénéfice et l'impôt minimum

**0.00 %** (1)

(1) Le pour-cent doit être le même pour ces impôts.

**5 Impôt foncier proportionnel sans défalcation des dettes basé sur l'estimation fiscale (100%) des immeubles.**

Immeubles sis sur le territoire de la commune : par mille francs suisses **1.00 CHF**

Constructions et installations durables édifiées sur le terrain d'autrui ou sur le domaine public sans être immatriculées au registre foncier (art.20 LCom) :  
par mille francs suisses **0.50 CHF**

**Sont exonérés :**

- a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;
- b) les immeubles de l'Etat, des communes, des associations de communes, des fédérations de communes ou des agglomérations vaudoises, et de leurs établissements et fonds sans personnalité juridique, ainsi que les immeubles de personnes morales de droit public cantonal qui sont directement affectés à des services publics improductifs;
- c) les immeubles des Eglises reconnues de droit public (art. 170 al.1 Cst-VD), des paroisses et des personnes juridiques à but non lucratif qui, à des fins désintéressées, aident les Eglises dans l'accomplissement de leurs tâches et des communautés religieuses reconnues d'intérêt public (art. 171 Cst-VD).

**6 Impôt personnel fixe.**

De toute personne majeure qui a son domicile dans la commune au 1er janvier : **0.00 CHF**

**Sont exonérés :**

- a) les personnes indigentes;
- b) l'exemption est de 50 % pour chacun des conjoints ou des partenaires enregistrés qui ne sont pas contribuables indépendants pour l'impôt sur le revenu et la fortune.
- c) l'arrêté communal d'imposition peut décréter d'autres exonérations totales ou partielles.

**7 Droits de mutation, successions et donations**

- a) Droits de mutation perçus sur les actes de transferts immobiliers :  
par franc suisse perçu par l'Etat **50 centimes**
- b) Impôts perçus sur les successions et donations : (1)
  - en ligne directe ascendante : par franc suisse perçu par l'Etat **50 centimes**
  - en ligne directe descendante : par franc suisse perçu par l'Etat **0 centimes**
  - en ligne collatérale : par franc suisse perçu par l'Etat **50 centimes**
  - entre non parents : par franc suisse perçu par l'Etat **50 centimes**

**8 Impôt complémentaire sur les immeubles appartenant aux sociétés et fondations (2).**

par franc suisse perçu par l'Etat **50 centimes**

**9 Impôt sur les loyers.**

(Cet impôt est dû par le locataire ou par le propriétaire occupant lui-même son immeuble.)

Sur les loyers des immeubles situés sur le territoire de la commune pour-cent du loyer **0.00%**

Les loyers non commerciaux bénéficient des défalcatons pour charges de famille suivantes :

(1) Le nombre de centimes additionnels peut être d'autant plus élevé que le degré est plus éloigné.

(2) Cet impôt ne peut être perçu que par les communes qui prélèvent le droit de mutation sur les transferts d'immeubles

10 **Impôt sur les divertissements.**

Sur le prix des entrées et des places payantes :

**0 centimes**

ou

**0.00%**

Notamment pour :

- a) les concerts, conférences, expositions, représentations théâtrales ou cinématographiques et autres manifestations musicales, artistiques ou littéraires;
- b) les manifestations sportives avec spectateurs;
- c) les bals, kermesses, dancings;
- d) les jeux à l'exclusion des sports.

**Exceptions :**

.....

10bis **Tombolas** (selon art.15 et 25 du règlement du 21 juin 1995 sur les loteries, tombolas et lotos) :

**0 centimes**

**Lotos** (selon art.25 du règlement du 21 juin 1995 sur les loteries, tombolas et lotos):

**0 centimes**

*Limité à 6% : voir les instructions*

11 **Impôt sur les chiens.**

par franc suisse perçu par l'Etat

**60 centimes**

(selon art.10 du règlement du 6 juillet 2005 concernant la perception de l'impôt sur les chiens.)

ou par chien

**0.00 CHF**

Catégories : .....

.....Fr. ou

.....

.....cts

Exonérations : .....

.....

**Article 2.** - Il sera perçu pendant la période fixée à l'article premier, en centimes additionnels aux autres impôts cantonaux prévus par la loi annuelle d'impôt :

12 **Taxe sur la vente des boissons alcooliques** par franc suisse perçu par l'Etat

**0 centimes**

(selon art. 53a, 53e et 53i de la loi sur les auberges et débits de boissons LADB)

Taxe d'exploitation perçue auprès des titulaires d'autorisation simples de débits de boissons alcooliques à l'emporter.

*Limité à 0.8% du chiffre d'affaires moyen : voir les instructions*

*Choix du système de perception*

**Article 3.-** Les communes ont le choix entre percevoir elles-mêmes leurs taxes et impôts ou charger l'Administration cantonale de recouvrer ces éléments pour leur compte (art. 38 et 38 a de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, LICom).

*Échéances*

**Article 4.-** La loi (annuelle) sur l'impôt (RSV, parution FAO en décembre) prévoit à son article 11 les termes généraux d'échéance.

- Paiement - intérêts de retard** **Article 5.** - La commune fixe le taux d'intérêt de retard sur toute contribution impayée perçue directement par elle-même à **5 (cinq)** % l'an. L'intérêt de retard court dès la fin d'un délai de paiement de trente jours après l'échéance de la contribution. A défaut, c'est la loi (annuelle) sur l'impôt qui s'applique (art. 12 al. 1)
- Remises d'impôts** **Article 6.** - La municipalité peut accorder une remise totale ou partielle des impôts, intérêts de retard, majorations, rappels d'impôts et amendes, lorsque le paiement intégral frapperait trop lourdement le contribuable en raison de pertes importantes ou de tous autres motifs graves.
- Infractions** **Article 7.** - Les décisions prises en matière d'amendes pour l'impôt cantonal sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice net, sur le capital et l'impôt minimum sont également valables pour l'impôt communal correspondant.
- Soustractions d'impôts** **Article 8.** - Les soustractions d'impôts et taxes qui sont propres à la commune seront frappées d'amendes pouvant atteindre **2 (deux)** fois (maximum huit fois) le montant de l'impôt ou de la taxe soustrait, indépendamment de celui-ci. Elles sont prononcées par la municipalité sous réserve de recours à la commission communale de recours.
- Commission communale de recours** **Article 9.** - Les décisions prises en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales peuvent faire l'objet d'un recours écrit et motivé, dans les 30 jours dès la notification du bordereau auprès de l'autorité qui a pris la décision attaquée, conformément à l'article 46 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux
- Recours au Tribunal cantonal** **Article 10.** - La décision de la commission communale de recours peut faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal dans les 30 jours dès sa notification.
- Paiement des impôts sur les successions et donations par dation** **Article 11.-** Selon l'art. 1er de la loi du 27 septembre 2005 "*sur la dation en paiement d'impôts sur les successions et donations*" modifiant celle du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, la Commune peut accepter de manière exceptionnelle le paiement des impôts sur les successions et donations par dation selon les règles et procédures fixées par la loi cantonale du 27 septembre 2005.

**Ainsi adopté par le Conseil communal dans sa séance du 31 octobre 2017**

**Le Président :**

**le sceau :**

**La Secrétaire :**

**Approuvé par la Cheffe du département des institutions et de la sécurité.....**

**( publication FAO annexée)**